



Régie des Eaux  
du Pays Brignolais

EXTRAIT  
du

(Loi du 5 avril 1884 - Art. 56)

N° 199 /2014

Registre des Délibérations du Conseil d'Administration de la  
Régie des Eaux du Pays Brignolais  
24 janvier 2014

Objet : **Débat d'orientation  
budgétaire 2014**

Nombre de Membres du Conseil  
d'Administration : 8  
Nombre de votants : 7  
Date de la convocation :  
**21 janvier 2014**

L'an deux mille Quatorze

Et le mardi 24 janvier

A 10 heures , le Conseil d'Administration de la Régie, régulièrement  
convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle de réunion de  
la Régie des Eaux du Pays Brignolais, en session ordinaire du mois de  
décembre sous la présidence de :

Monsieur Jean BROQUIER Président

Présents :

*Monsieur Jean BROQUIER*

*Mesdames Véronique DELFAUX - Lydie NIETO APOLO – Messieurs Richard GINESY – Gérard GRIMALT (pouvoir de Mme MASSIMI) – Marcel BUCCIO - Marcel MARTINO (pouvoir de M. VITA)*

*Absent(e)s excusé(e)s – Mesdames Sylvie MASSIMI - Catherine GENRE - Annie GIUSTI - Jean-Yves VITA*

Secrétaire de séance : *Monsieur Richard GINESY*

Secrétaire adjoint : *Monsieur Éric TISSERAND*

*Rapporteur : Monsieur Jean BROQUIER Président,*

Vu l'article L.2312-1 et L.2221-5 du Code général des collectivités modifié par l'ordonnance 2005-1027 du 26 août 2005 – art 27

Conformément à la loi du 6 février 1992, la Régie des Eaux du Pays Brignolais doit organiser un débat sur les orientations budgétaires de ses services à caractère industriel et commercial d'eau potable et d'assainissement dans un délai de deux mois précédant l'examen des budgets par l'assemblée.

Le conseil d'administration est invité à discuter des orientations budgétaires prises compte tenu de l'environnement juridique et financier et de s'exprimer sur la stratégie suivie par la Régie des Eaux du Pays Brignolais.

Ce débat d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel. Sa tenue fait néanmoins l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect de la loi

## **1. Cadre général**

### **1.1. Situation actuelle des services publics d'eau et d'assainissement en France**

Le Code général des collectivités territoriales précise que les services publics d'assainissement et d'eau potable sont gérés comme des services à caractère industriel et commercial ; leurs budgets doivent être équilibrés en recettes et dépenses.

Confrontés à la nécessité de protéger les ressources et de lutter contre les fuites dans un contexte de baisse des volumes d'eau consommée, les services publics de l'eau et de l'assainissement ont de plus en plus de difficultés financières pour assurer leurs missions. Est-ce que le principe de « l'eau paye l'eau » a atteint ses limites ?

La mobilisation de nouvelles ressources financières au-delà des seuls usagers domestiques est devenu un enjeu fort des services publics de l'eau et de l'assainissement.

### Des contraintes réglementaires plus strictes qu'il faut porter financièrement

L'année 2013 a vu la montée en puissance du débat sur la refonte de la politique de l'eau et de son financement. La gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement est en pleine mutation car le contexte s'est profondément modifié. Les contraintes réglementaires ne cessent de se renforcer pour assurer d'une part une meilleure qualité d'eau distribuée et de l'eau rejetée dans le milieu naturel et d'autre part une gestion durable de la ressource. Les lois dites Grenelle ont imposé d'accentuer la lutte contre les fuites d'eau des réseaux et ont renforcé la gestion patrimoniale délaissée par le passé. **Le renouvellement des canalisations dans un contexte de vieillissement est en passe de devenir pour les années à venir un enjeu majeur.** Les nouveaux textes à l'étude apporteront de nouvelles contraintes sanitaires et environnementales et entraîneront inéluctablement de nouveaux investissements.

Toutes ses obligations ont ou auront des conséquences sur les factures d'eau. La difficulté est qu'à cette augmentation des coûts s'ajoute une baisse générale du volume total consommé. De plus, compte tenu de la situation économique et sociale, il devient difficile de continuer à augmenter la facture d'eau. Plus de deux millions de foyers dépassent déjà le seuil admis pour basculer dans la précarité, soit une facture représentant 3% du budget annuel d'un ménage.

### Rationaliser l'organisation des structures

Pour répondre à ces enjeux, le débat sur le nombre de services d'eau et d'assainissement refait surface. Il est vrai qu'en France nous en avons plus de 30 000. Le regroupement des structures a été affiché comme une priorité de la conférence environnementale de septembre dernier.

Mais au-delà, la question de fond demeure celle du financement de la politique locale de l'eau qui en définitive ne dépend pas seulement des missions assignées aux services d'eau et d'assainissement. Les limites entre le « petit cycle » et le « grand cycle » de l'eau sont en effet de plus en plus floues. Les équipements nécessaires pour améliorer la qualité des rejets des eaux usées ne profitent pas uniquement aux usagers du service. C'est aussi le cas de la gestion du pluvial pris en compte régulièrement par le service d'assainissement mais aussi certaines problématiques environnementales comme les eaux usées non domestiques. Parallèlement, les redevances des agences de l'eau perçues sur la facture d'eau sont de plus en plus destinées à la gestion des milieux, au maintien écologique des cours d'eau ou à la gestion du pluvial dont les gestionnaires implicites ne sont pas les services publics d'eau potable et d'assainissement collectif.

Cette situation conduit à se poser la question de la nécessité d'un regroupement des compétences croisées au sein du même structure ou à minima qu'une collaboration entre les différents services soit identifiée et renforcée. Ces différents aspects ont déjà prévus par le législateur dans l'évolution des lois (compétence pluviale obligatoire pour les Communautés d'Agglomération ayant la compétence assainissement ; nouvelle compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations pour les métropoles)

### Diversifier les ressources

Au-delà de l'organisation de ces compétences, c'est bien le financement de la politique locale l'eau qui est posé. S'il demeure logique que les usagers de l'eau paient le servi rendu, le principe l'eau paye l'eau correspond de moins en moins à la réalité. Le financement du cycle de l'eau par les seuls usagers ne peut



plus répondre aux objectifs actuels et ceux à venir. La question de l'équité entre les usagers domestiques et non domestiques n'est toujours pas réglée bien régulièrement revendiquée par les associations de consommateurs. Un financement par une fiscalité appliquée aux propriétaires et locataires de logements à partir d'une assiette sur la valeur foncière a été proposé dans les conclusions du rapport d'analyse publié par le Conseil Général de l'environnement et du développement durable. Ces recettes ne seraient alors plus liées directement à la consommation ce qui indirectement renforce l'idée de la tarification sociale.

## 1.2. Evolution réglementaire

### Application de la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011 dite loi Warsmann

Cette loi contient en son article 2 des dispositions visant (uniquement dans le cas des abonnés domestiques) à plafonner le montant de la facture en cas de consommation anormale causée par la fuite d'une canalisation après compteur. D'autre part, le service d'eau doit informer sans délai l'abonné en cas de constat d'une surconsommation pouvant être la conséquence d'une fuite de cette nature. Cette obligation entre en vigueur le 01 janvier 2014.

## 1.3. Conclusion

Le budget 2014 devra acter toutefois ces contraintes. De fait, la régie des eaux du pays brignolais devra faire preuve d'innovation afin de continuer à délivrer un service de qualité en contre partie d'une augmentation des charges et d'une évolution limitée des recettes. Par ailleurs, le contexte national peu favorable conduit à un resserrement de l'offre de crédit en investissement et les possibilités de subvention s'amenuisent.

## 2. Le cadre de Brignoles

Les orientations budgétaire 2014 sont fondées sur :

- la défense d'un service public de l'eau de proximité et de qualité
- la stabilité du prix de vente d'eau aux abonnés
- la disparition à moyen terme de la PAC
- la maîtrise des finances avec recherche d'optimisation des dépenses
- le projet structurant d'extension de la station d'épuration
- le maintien du niveau d'investissement recentré sur la gestion patrimoniale

### Les éléments du budget

Budget eau potable	2012 CA	2013 Estimation	2014 Prévision
A1 Dépenses de la section d'exploitation	1 006 292,42 €	1 207 278,94 €	1 324 500,00 €
A2 Recettes de la section d'exploitation	1 903 436,35 €	1 834 384,51 €	1 600 000,00 €
A3 Excédent brut d'exploitation (A2 – A1)	897 143,93 €	627 105,57 €	275 500,00 €
A4 Charges financières	19 664,29 €	20 213,09 €	22 750,00 €
A5 Résultat exceptionnel	-46 904,91 €	-1 984,86 €	0 €
A6 Epargne brute (A3-A4-A5)	830 574,73 €	608 877,34 €	252 750,00 €
A7 Remboursement du capital	38 246,33 €	38 663,07 €	49 071,00 €



A8 Epargne nette (A6-A7)	792 328,40 €	570 214,27 €	203 679,00 €
A9 Dépenses de la section d'investissement	705 776,74 €	674 675,11 €	350 000,00 €
A10 Recettes de la section d'investissement dont <u>emprunt</u>	9 521,00 €		<u>300 000,00 €</u>
Variation du fonds de roulement	96 072,66 €	-104 460,84 €	153 679,00 €
Fonds de roulement de clôture	408 916,19 €	304 455,35 €	458 134,35 €

Budget assainissement	2012 CA	2013 Estimation	2014 prévision
A1 Dépenses de la section d'exploitation	1 224 371 €	1 197 685,00 €	1 176 500 €
A2 Recettes de la section d'exploitation	2 228 229 €	1 693 000,00 €	1 843 000 €
A3 Excédent brut d'exploitation (A2 – A1)	1 003 858 €	495 315,00 €	666 500,00 €
A4 Charges financières	1 847 €	2 954 €	121 000 €
A5 Résultat exceptionnel	912 402 €	1 541 085 €	-20 000 €
A6 Epargne brute (A3-A4-A5)	1 914 413 €	2 033 446,00 €	565 500,00 €
A7 Remboursement du capital	45 379 €	46 000 €	194 863 €
A8 Epargne nette (A6-A7)	1 869 034 €	1 987 446,00 €	370 637,00 €
A9 Dépenses de la section d'investissement	493 403 €	2 900 000 €	5 900 000 €
A10 Recettes de la section d'investissement dont <u>emprunt</u>	13 832 €	0 €	<u>4 500 000 €</u>
Variation du fonds de roulement	1 389 464 €	-912 554,00 €	-1 029 363,00 €
Fonds de roulement de clôture	2 099 705 €	1 187 151,00 €	157 788,00 €

### Consolidation des deux budgets

Budgets eau & assainissement	2012 CA	2013 Estimation	2014 Prévision
A1 Dépenses de la section d'exploitation	2 230 663,42 €	2 404 963,94 €	2 501 000,00 €
A2 Recettes de la section d'exploitation	4 131 665,35 €	3 527 384,51 €	3 443 000,00 €
A3 Excédent brut d'exploitation (A2 – A1)	1 901 001,93 €	1 122 420,57 €	942 000,00 €
A4 Charges financières	21 511,29 €	23 167,09 €	143 750,00 €
A5 Résultat exceptionnel	865 497,09 €	1 539 100,14 €	-20 000,00 €
A6 Epargne brute (A3-A4-A5)	2 744 987,73 €	2 642 323,34 €	818 250,00 €
A7 Remboursement du capital	83 625,33 €	84 663,07 €	243 934,00 €
A8 Epargne nette (A6-A7)	2 661 362,40 €	2 557 660,27 €	574 316,00 €
A9 Dépenses de la section d'investissement	1 199 179,74 €	3 574 675,11 €	6 250 000,00 €



A10 Recettes de la section d'investissement dont emprunt	23 353,00 €	0,00 €	4 800 000,00 €
Variation du fonds de roulement	1 485 536,66 €	-1 017 014,84 €	-875 684,00 €
Fonds de roulement de clôture	2 508 621,19 €	1 491 606,35 €	615 922,35 €

### Les emprunts

Les emprunts actuels sur les deux budgets ont peu d'incidence. Les capacités de désendettement sont inférieures à 1.

Sur le budget eau potable, il est prévu de contractualiser un emprunt avec la Caisse des dépôts à hauteur de 300 000 € pour financer les investissements. Cet organisme bancaire propose des prêts pour un taux équivalent à livret A + marge (1%) pour les opérations d'investissements en eau potable et assainissement. Cet emprunt aura peu d'incidence.

Pour l'année 2014, la régie des eaux du pays brignolais poursuivra les travaux d'extension de la station d'épuration. La ville de Brignoles a voté le reversement de 1,5 millions euros HT sur l'exercice 2014. Le reste de financement est pris en charge directement par la régie des eaux du pays brignolais via son fonds de roulement et ses emprunts qui seront de 4 millions d'euros.

## **2.1. Exploitation**

Le maintien d'un fonds de roulement est indispensable afin de répondre aux difficultés de trésorerie nées du décalage entre perception des recettes (majoritairement semestrielles) et décaissements (mensuels).

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,7% sur 12 derniers mois. En terme d'évolution des prix, l'index général tous travaux (TP01) a augmenté de 1,72% sur les 12 derniers mois.

Ces augmentations de prix influent directement sur les prix des travaux effectués dans le cadre des marchés publics mais également sur les travaux d'entretien du réseau.

Les efforts d'investissement réalisés jusqu'ici ont permis d'obtenir un taux de rendement de l'ordre de 75 % (ratio volume d'eau acheté/volume d'eau facturé). A maintenir, sous peine de pénalités par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

### 2.1.1 Recettes d'exploitation

Le contexte économique étant fragile, l'encaissement des recettes de fonctionnement pourra se retrouver perturbé. Les recettes demeureront :

- facturation d'eau & d'assainissement
- frais accessoires liés au service
- travaux à titre exclusif

Les charges structurelles sont en augmentation continue alors que les recettes sont en diminution (baisse du volume vendu, perte de la PAC). Ainsi, les capacités d'autofinancement, sans évolution tarifaire, vont être réduites. Par conséquent, il y a un risque que la régie puisse difficilement financer dans le même cadre ses besoins en investissement.

Ceci est d'autant plus sensible pour le budget de l'assainissement qui porte un projet financier de 4 fois plus élevée que les recettes annuelles. Celui-ci dépasse le cadre de la régie en tant que projet d'envergure communale de par son historique et ses incidences.

### Perte de la PAC

La Commune de Brignoles a délibéré pour instaurer la taxe d'aménagement majorée sur la majeure partie de son territoire. Deux conséquences en découlent.



Plus particulièrement, sur le budget assainissement, la redevance PAC demeure perçue pour les permis délivrés avant le 31 décembre 2013 au moment des raccordements. Ces derniers vont s'étaler sur les années à venir. Un montant global maximum de 300 000€ est attendu sur trois prochaines années. La PAC demeurera perçue sur le reste du territoire mais les montants attendus seront limités.

2012 : Prévision : 350 000 €. Emission : 500 000 € (PRE de 2011 et 2012).

2013 : Prévision 100 000 €. Emission : 77 000 € - reste à recouvrer 50 000 €

Parallèlement, le vote de la taxe d'aménagement majorée implique que les extensions de réseaux d'eau potable et d'assainissement visant l'urbanisation des zones U reviennent à la charge de la collectivité. Pour mémoire des montants avaient été inscrits aux chapitres 23 avec comme destination extension des réseaux pour les années précédentes à hauteur de 300 000 € par budget.

#### Restructuration de la facturation

Dans la globalité des composantes eau + assainissement, le montant global des redevances demeurera identique à celui de 2013. Par contre, la répartition entre l'eau et l'assainissement sera modifiée afin de rééquilibrer les deux budgets.

Sur 2013, le fichier client a été toiletté sur l'aspect raccordements à l'assainissement. Cette opération a entraîné l'intégration de nouveaux abonnés préalablement non assujettis. Pour 2014, l'objectif se situe au niveau des rejets dans le réseau d'assainissement d'eau ne provenant pas du réseau d'eau potable (non comptabilisés).

Pour aborder la question du tarif de l'eau, il faut au préalable s'interroger sur l'objectif que l'on veut se donner. En effet, le tarif est un outil économique que l'on peut mettre au service d'un ou plusieurs objectifs qui résultent, au final, de choix politiques. Dans l'idéal, un service de l'eau doit pouvoir répondre à trois objectifs : économique, social et environnemental.

La tarification solidaire est un mécanisme de solidarité qui permet une répartition équitable de la contribution au financement.

Au préalable, une étude de la structuration économique des consommateurs est indispensable afin de définir en outre une politique tarifaire pour des catégories d'usagers particuliers : dialysés, services publics dont ceux de santé et d'éducation, les industriels...

#### 2.2.2. Dépenses en exploitation

Pour le budget 2014, l'augmentation des frais de personnel sera due au fait que l'ensemble des postes est pourvu.

La répartition des frais de personnel entre les services publics d'eau potable et d'assainissement est recalculée en fonction des activités réelles soit 60% eau potable et 40% assainissement.

Le coût des matériaux non ferreux et plastiques est en augmentation continue depuis 2008. Les prix des carburants et de l'électricité font de même depuis plusieurs années et la tendance future ne sera pas à la baisse.

Parallèlement, au regard de l'incertitude des recettes d'exploitation, les dépenses devront être maîtrisées. Il est prévu de se baser sur le budget 2013 avec au maximum un maintien des charges à caractère général.

## **2.2. Investissements**

L'objectif est de maintenir une capacité d'investissement recentré sur la gestion patrimoniale

#### Engagements majeurs de 2013

<u>Eau potable</u>	2013
	€ HT
Réhabilitation et extension de la canalisation d'exhaure du puits Pelicon	180 314, 80 €
Amélioration de la connaissance du patrimoine réseau eau potable et	165 750,00 €



assainissement collectif	
Puits Pélicon : amélioration et renforcement des installations	143 000,00 €
réhabilitation des réseaux d'eau potable – rue Sadi Carnot	58 407,90 €
réhabilitation des réseaux d'eau potable – rues du Palais et des lanciers	92 574,50 €
<b>TOTAL</b>	<b>640 047,20 €</b>

<u>Assainissement</u>	<b>2013</b>
	<b>€ HT</b>
Réhabilitation du réseau d'assainissement collectif rue du Dr Barbaroux	79 885,00 €
marché diagnostic et réhabilitation de collecteurs d'assainissement par technique sans tranchée	107 050,00 €
Amélioration de la connaissance du patrimoine réseau eau potable et assainissement collectif	53 800,00 €
réhabilitation des réseaux d'assainissement – rue Sadi Carnot	60 912,10 €
réhabilitation des réseaux d'assainissement– rues du Palais et des lanciers	78 186,42 €
dévoiemment d'une portion du réseau d'assainissement dans le cadre du projet Aquavabre	29 576,25 €
<b>TOTAL</b>	<b>409 409,77 €</b>

### Projets

Une nouvelle programmation des travaux sur réseaux sera réalisée sur la base de la gestion patrimoniale afin de préparer les futures campagnes de travaux pour les trois prochaines années.

Les extensions liées à l'urbanisation en zone U ne sont plus à la charge de la régie des eaux du pays brignolais. Les dessertes visant un maillage structurant ou un principe d'adduction (a contrario de la distribution) restent du domaine de la régie.

Un projet d'envergure sera à l'étude en début d'année 2014 pour une mise en oeuvre des travaux au premier semestre. Il se localise au sud ouest du centre-ville de la commune de Brignoles. Il vise à établir la connexion (maillage) du réseau d'eau potable et de permettre la future desserte en eau potable et assainissement collectif des quartiers périphériques.

Outre les dépenses obligatoires, (remboursement du capital de la dette, amortissements, etc.....), il est prévu de poursuivre le renouvellement des compteurs abonnés au rythme moyen de 700 compteurs par an.

Le programme d'action visant la lutte contre les fuites des réseaux d'eau potable validé par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse se poursuit. Décomposé en deux grandes phases : mise à jour des plans et développement de la sectorisation, la première s'achèvera fin 2014.

Le projet de déclaration d'utilité publique de la source San Sumian à Brignoles sera relancé suite à sa reprise.

### **3. Conclusion**

2014 sera une année charnière et complexe car elle verra une diminution du fond de roulement qui devra être reconstitué dans les prochaines années.

Ce sera aussi l'année de l'achèvement du projet structurant de l'extension STEP porté par la Régie des Eaux du Pays Brignolais.


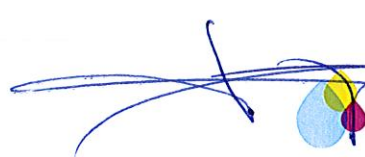
La priorité sera la gestion patrimoniale qui s'accroîtra et sera recentrée sur la réhabilitation de l'existant. Afin de développer des investissements productifs visant une diminution sur le long terme des coûts d'exploitation.

**Le Conseil d'Administration**

**PREND ACTE DU DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES**

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Le Président



Régie des Eaux  
du Pays Brignolais